

Schweizerischer Städteverband  
Union des villes suisses  
Unione delle città svizzere



# Rapport annuel 2021





**Éditeur**

Union des villes suisses UVS  
Monbijoustrasse 8, case postale, 3001 Berne  
Téléphone 031 356 32 32  
twitter: @uniondesvilles  
info@staedteverband.ch  
www.uniondesvilles.ch

**Photos**

Rolf Siegenthaler, Berne

**Traduction**

wordup, Nidau

**Mise en page**

Atelier KE, Meiringen

**Impression**

Vögeli AG Marketingproduktion & Druck, Langnau



Höchster Standard für Ökoeffektivität.  
Cradle to Cradle Certified™-Druckprodukte  
hergestellt durch die Vögeli AG.  
Bindung ausgenommen.

Cradle to Cradle Certified™  
is a certification mark licensed by  
the Cradle to Cradle Products  
Innovation Institute.

# Sommaire

Portrait de l'Union des villes suisses	Page 3
«J'ai toujours été un citoyen» Interview avec Kurt Fluri, président	Page 4
Pandémie de coronavirus	Page 8
Économie & finances	Page 10
Mobilité & transports	Page 12
Social & santé	Page 16
Développement territorial & agglomérations	Page 19
Énergie, environnement & climat	Page 22
Numérisation & smart city	Page 24
Logement, quartiers & espace public	Page 26
Formation, culture & sécurité	Page 30
Relations publiques	Page 32
Défense des intérêts sur le plan politique	Page 35
Réseau	Page 38
L'UVS en 2021	Page 39
Organes	Page 40
Comptes annuels	Page 42
Membres	Page 45



**28 janvier 2021**

La Swiss Smart City Survey de la ZHAW, à laquelle l'Union des villes suisses a participé en tant que partenaire, a paru le 28 janvier 2021. Les activités de smart city se multiplient. 40 villes travaillent sur le sujet, mais seules quelques-unes d'entre elles poursuivent une stratégie globale.

# Portrait de l'Union des villes suisses

L'Union des villes suisses représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines. Elle constitue ainsi la voix de la Suisse urbaine, où vivent environ les trois quarts de la population suisse et où sont générés 84% de l'activité économique du pays.

L'UVS offre à ses membres diverses prestations: elle met à disposition des plateformes de réseautage, commande des études, fournit à ses membres un large éventail d'informations techniques et informe le public sur les thèmes urbains.

## Politique

L'Union des villes suisses défend les intérêts des villes au niveau politique. La Constitution fédérale prévoit que la Confédération prenne particulièrement en compte les intérêts des villes et des agglomérations.

C'est pour cela que l'Union des villes suisses est un partenaire permanent des procédures de consultation de la Confédération et qu'elle entretient des contacts étroits et réguliers avec les autorités et siège dans des groupes d'expertes et d'experts ainsi que dans d'autres organes. Elle entretient un vaste réseau impliquant les membres du Parlement, afin que la voix des villes soit aussi entendue dans les commissions, au Conseil national et au Conseil des États, et ce sur tous les thèmes qui concernent les villes. L'UVS émet régulièrement des consignes de vote si les projets en question sont pertinents pour les villes.

## Réseau: aux niveaux politique et technique

L'Union des villes suisses gère non seulement son propre réseau, mais elle offre aussi à ses membres de nombreuses plateformes de réseautage. Ses multiples sections, commissions et groupes de travail permettent aux membres des exécutifs des villes ou spécialistes de se réunir pour échanger et profiter mutuellement de leur expérience ou pour élaborer des positions politiques.

## Informations techniques

L'Union des villes suisses et ses sections commandent des études, rédigent des fiches d'information et des guides, analysent les changements de pratique et leurs répercussions sur les villes, discutent d'exemples de bonnes pratiques et abordent des thèmes touchant à des enjeux importants pour elles. Les échanges techniques avec toutes leurs facettes ont lieu dans le cadre de manifestations ou au sein de groupes de travail; les thèmes sont mis à disposition des membres par le biais de multiples canaux de communication.

## Une grande association forte d'une longue tradition

L'Union des villes suisses a été fondée en 1897. 130 villes (état au 31 décembre 2021) en sont membres. Son président actuel est Kurt Fluri, conseiller national et maire de Soleure depuis de nombreuses années. ♦

Interview avec Kurt Fluri, Président UVS

# «J'ai toujours été un citoyen»



**La prolongation des mesures de soutien pour les transports publics (TP) a été un grand succès, et la base légale du «Cargo sous terrain» a été remarquable. Ceci est un petit bilan de la politique nationale 2021 de Kurt Fluri, président de l'Union des villes suisses. Le maire de Soleure de longue date explique dans une interview pourquoi les villes sont bien représentées au Parlement et pourquoi cela n'est pas près de changer.**



**L'année 2021 a, comme 2020, été marquée par la pandémie de coronavirus. Quel regard portez-vous sur l'année passée en tant que président de l'Union des villes suisses?**

Par rapport à l'année précédente, une certaine routine s'est établie pour les administrations municipales. Les répercussions sur l'économie, la culture et la société ont été aggravées par la persistance de la pandémie. Heureusement, nous n'avons toutefois pas assisté à la réalisation des scénarios esquissés par la Conférence suisse des institutions d'actions sociale CSIAS, qui laissaient craindre une charge plus ou moins lourde pour l'aide sociale.

Du point de vue des villes, un aspect de mécontentement a en revanche été le manque d'implication des communes et particulièrement des villes dans la rédaction et la mise en œuvre des ordonnances fondées sur le droit de nécessité. En conséquence, les considérations pratiques ont sur certains points manqué, ce qui a rendu difficile la mise en œuvre. Nous avons exprimé clairement notre mécontentement vis-à-vis de la Confédération et des cantons. L'art. 50 al. 3 Cst. n'a manifestement pas encore été accepté par toutes les instances.

**«L'UVS a une bonne réputation au Parlement.»**

Un grand succès a été la reconduite de la loi COVID-19 pour l'année 2021 dans le domaine des TP. Les conséquences du télétravail, imposé ou recommandé, la réduction des possibilités de voyager et la moindre propension à voyager ont cette année encore eu des répercussions massives sur les fréquences. Il est donc entièrement justifié que la Confédération soit tenue de participer à la compensation des pertes correspondantes enregistrées dans le trafic régional et local. La poursuite du soutien aux clubs sportifs (semi-) professionnels et aux acteurs culturels est également importante pour les villes, car ces deux groupes constituent des éléments essentiels de la vie urbaine. Ceci a bien entendu été grandement facilité par l'introduction de l'obligation de produire un certificat.

**Quelle affaire politique de l'année dernière non liée à la pandémie mettez-vous en avant?**

Je voudrais évoquer la loi qui offre la base juridique pour la réalisation de «Cargo sous terrain». La question de savoir si celui-ci pourra un jour franchir le seuil séparant la vision du projet dépendra de la volonté de l'économie à investir. Si cela devait être le cas tôt ou tard, des questions importantes se poseront aux villes: le point de destination du transport souterrain de marchandises sera sans conteste l'agglomération urbaine. Les villes se verront confrontées au dilemme suivant: soit elles mettront à disposition des hubs

de surface dotés d'une grande superficie et pouvant servir de lieu de stockage pour le regroupement des transports, soit elles insisteront sur une utilisation parcimonieuse des sols, ce qui engendrera toutefois un trafic de distribution plus important.

**En tant que conseiller national, vous vivez la politique fédérale de près. À votre avis, quelle est l'importance de l'Union des villes suisses au Palais fédéral?**

D'après ce que je perçois, l'UVS a dans l'ensemble une bonne réputation. Bien sûr, tout le monde sait qu'elle défend les intérêts des villes, mais aussi, par ailleurs, que celles-ci ont des structures très diverses. Et bien que certains milieux politiques tentent de disqualifier les villes en général en leur collant l'étiquette rouge-verte au sens péjoratif du terme, la grande majorité des conseillères et conseillers ont conscience que ce schéma est simpliste. Abstraction faite de ce rejet général des demandes des villes lié à des raisons idéologiques, les prises de position et avis exprimés par l'UVS sont considérés comme sérieux et sont pris en compte en conséquence dans la formation de l'opinion.

**Outre la représentation des intérêts politiques, quelles activités considérez-vous comme particulièrement importantes?**

Selon moi, les villes membres apprécient les prestations qui leur fournissent des connaissances et des critères d'évaluation qu'elles ne peuvent pas obtenir en raison de leurs ressources limitées en personnel ou en données. En outre, elles apprécient les sondages réalisés ici et là sur des situations inattendues et des thèmes émergents, comme la question des surfaces extérieures des établissements de restauration pendant la pandémie. Elles sont bien sûr également reconnaissantes pour l'analyse, la synthèse et finalement la présentation et la publication de leurs opinions sur les projets législatifs du Conseil fédéral ou du Parlement. Enfin, et cela a son importance, nos membres profitent volontiers de la possibilité de participer aux diverses sections, commissions ou groupes de travail et de pouvoir ainsi profiter des expériences d'autres membres ainsi que de l'organisation et de la structuration réalisées par la direction.

**Ce n'est un secret pour personne que votre mandat de président touche malheureusement à sa fin. Que souhaitez-vous encore accomplir?**

De même qu'il n'a pas commencé avec ma présidence, mon engagement en faveur des villes ne s'achèvera pas quand celle-ci prendra fin. J'ai toujours été un citoyen et, en tant que conseiller communal et cantonal, et bien entendu en tant que maire, j'ai toujours défendu les intérêts des villes. L'objectif principal est de les protéger dans l'intérêt de la majorité de notre population, sans pour autant désavantager les autres parties de la population. Le secret du succès de notre pays, qui a tendance à être exposé à des courants centrifuges, continuera à reposer sur l'équilibre entre les différents intérêts. ♦





**18 février 2021**

Kurt Fluri, président de l'UVS, est l'invité de l'entretien du jour sur Radio SRF. Thème: la politique de la petite enfance. Elle encourage la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. L'UVS a publié un document de positionnement sur le sujet.





# Pandémie de coronavirus

Quand nous jetons un regard rétrospectif sur l'année 2021, la crise du coronavirus est un sujet incontournable. Il va sans dire que le sujet de la pandémie, qui a dominé tous les autres, n'a pas épargné l'Union des villes suisses et les villes. La mise en œuvre des mesures de lutte contre la pandémie décidées à l'échelon fédéral a souvent été la tâche des autorités municipales, qu'il s'agisse de préserver la sécurité, de faire respecter l'obligation de porter un masque ou des prescriptions applicables aux magasins ou aux restaurants. Les innombrables manifestations ont notamment mis à rude épreuve le sentiment de sécurité et les nerfs des citadines et citadins. Les manifestations culturelles et les grands événements en tout genre, si tant est qu'ils aient pu avoir lieu, ont été sensiblement limités. Le tourisme urbain a été par moment presque totalement paralysé.

L'Union des villes suisses a également signalé à plusieurs reprises à la Confédération que l'implication des villes pendant la crise était insuffisante. Et ce avec succès: après plusieurs interventions auprès de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) et de la Chancellerie fédérale, elle a finalement au moins été associée à l'évaluation de la gestion de la crise.

L'Union des villes suisses s'est également engagée au niveau politique pour défendre les intérêts des villes, afin que les conséquences liées aux mesures de lutte contre la pandémie prises en matière de politique de la santé ne soient pas trop répercutées sur le niveau local. Cela concernait notamment les domaines de l'économie, du social et de la culture dans le cadre de la loi COVID-19 ainsi que les indemnités pour les TP municipaux. L'Union des villes suisses a accompagné ses interventions politiques d'un vaste et riche éventail d'activités de communication par des communiqués de presse, des actualités ou sur Twitter.

## Économie, finances et social

Au niveau fédéral, l'UVS s'est notamment impliquée pour défendre l'économie et a demandé que les mesures d'aide aux entreprises touchées soient reconduites jusqu'à la fin de la pandémie. En font partie toutes les mesures d'extension et de simplification de l'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail, l'allocation pour perte de gain pour les indépendantes et indépendants ou encore la prolongation temporaire du droit aux indemnités journalières de l'assurance-chô-



Raphael Lanz, maire de Thoune

**«Avec les formats numériques de participation, le seuil d'inhibition baisse.»**



mage (AC). L'UVS a en outre demandé qu'une attention particulière soit accordée aux branches et aux groupes de personnes particulièrement concernés, comme le tourisme urbain, durement impacté, le secteur de l'évènementiel ou les actrices et acteurs culturels. En effet, pour les villes, il est important d'amortir le choc social pour les personnes vivant dans une situation économiquement précaire, et ce pas seulement en temps de crise. Cela permet de réduire de manière significative le nombre de personnes concernées qui tombent vers l'aide sociale, de même que les coûts que les communes doivent supporter. Dans une crise comme celle de la pandémie de coronavirus, cette problématique s'est aggravée. C'est pourquoi l'Union des villes suisses s'est adressée aux conseillères et conseillers des deux Chambres fédérales dans le cadre des débats parlementaires nombreux et réitérés qui ont eu lieu autour de la loi COVID-19. Et ce avec succès.

## Transports publics

Le télétravail, les annulations d'évènements ou les limitations dans le domaine de la restauration se sont traduits en 2021 encore par une baisse nette du nombre de passagères et passagers et des recettes des entreprises de transport. Ce sont avant tout les entreprises de transport urbain qui en ont fait les frais. Malgré les restrictions, elles ont maintenu les services de base en matière de mobilité: les personnes travaillant dans des domaines d'importance systémique, comme le personnel hospitalier, les employées et employés des magasins d'alimentation ou des entreprises de logistique, ont besoin des TP pour se rendre au travail. De plus, les TP, efficaces en matière de surface et d'environnement, ne doivent en aucun cas perdre de leur attractivité, raison pour laquelle il était exclu de réduire l'offre. Pourtant, la Confédération a voulu dans un pre-

mier temps que les villes et les communes couvrent elles-mêmes les lacunes financières des TP causées en 2021 par les mesures anti-covid. Ce n'est qu'à la suite de l'intervention de l'Union des villes suisses qu'elle s'est engagée, dans un deuxième paquet de mesures, à soutenir également le trafic local – en lui consacrant, comme l'année précédente, une participation à hauteur d'un tiers des pertes financières dues à la crise.

## Culture

Parmi les secteurs qui ont souffert de la pandémie, il y a aussi eu la culture et, avec elle, les actrices et acteurs culturels et les organisatrices et organisateurs de manifestations culturelles. Ceci a eu des répercussions sur les villes: une offre culturelle variée fait partie intégrante de la vie urbaine; une grande partie de l'offre culturelle se trouve dans les villes. Pour de nombreuses personnes et entreprises concernées, le soutien des pouvoirs publics s'est avéré vital. En conséquence, l'UVS s'est engagée avec d'autres acteurs en faveur du secteur de la culture dans le cadre de la loi COVID-19, entre autres pour que les allocations pour perte de gain soient reconduites pour l'année 2022. En effet, en 2021, le public n'a fait qu'un retour timide. Le certificat COVID a au moins ouvert une possibilité de recommencer à réaliser des manifestations. La situation de nombreuses personnes concernées restera néanmoins précaire au-delà de 2021. Outre l'influence exercée au niveau parlementaire, l'UVS a été représentée dans divers groupes d'échange de la Confédération. Les principaux thèmes abordés ont été le certificat COVID, les difficultés de mise en œuvre des mesures de sécurité annoncées, les situations problématiques rencontrées par certains groupes d'acteurs dans le secteur de la culture et les répercussions de la crise à moyen terme. ♦



## PUBLICATIONS

### Étude

En juin 2021, l'Union des villes suisses a publié en coopération avec PwC Suisse une étude qui analyse les répercussions financières de la pandémie sur les cantons, les villes et les communes. Elle est arrivée à la conclusion que sur le long terme, c'est surtout l'échelon local qui devra supporter les charges. Cela est dû à la baisse des recettes fiscales accompagnée d'une hausse des dépenses supplémentaires. Plusieurs villes s'attendent à une augmentation de l'endettement au cours des années à venir.



### Série de textes

Entre mars et septembre, l'Union des villes suisses a lancé une série de textes très remarqués et très lus intitulée «Après le covid: les voix des villes». Au total, 26 personnalités issues de la politique et de l'administration ainsi que des spécialistes qui travaillent pour ou avec des villes, s'y sont exprimés sur la situation des villes face au coronavirus, y ont analysé la situation actuelle, partagé des témoignages ou formulé des thèses pour l'évolution future.



### Feuille d'information

En février 2021, l'Union des villes suisses a publié une fiche d'information détaillée intitulée «Coronavirus: mesures, positions, activités», qu'elle a mise à la disposition de ses membres.



# Économie & finances

## Politique

**Réforme fiscale de l'OCDE:** l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a décidé en 2021 d'instaurer un taux d'imposition minimal de 15% pour les entreprises internationales. Les villes sont directement concernées par cette réforme: en tant que sites économiques, les villes et les communes urbaines sont le lieu d'implantation d'une part déterminante des entreprises établies en Suisse, et les impôts des personnes morales comptent parmi les impôts les plus lucratifs à l'échelon communal. La mise en œuvre de l'imposition minimale de l'OCDE à l'échelle nationale revêt donc une importance capitale pour les villes et les communes urbaines. À l'été 2021, le Conseil fédéral a mis en place un organe de consultation politique sur la mise en œuvre de la réforme fiscale de l'OCDE en Suisse. Ce n'est que grâce à l'intervention conjointe de l'Union des villes suisses et de la Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV) que le niveau communal a été intégré. Depuis juin 2021, la Confédération, les cantons et les villes échangent au sein de l'organe de consultation politique.

**Répercussions de la RFFA:** si la Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) est en vigueur depuis 2020, ses répercussions ont surtout commencé à se faire sentir durant l'année sous revue. La mise en œuvre de la RFFA varie fortement d'un canton à l'autre, ce qui se traduit pour les villes par une baisse de leurs recettes fiscales, à des degrés divers. C'est pourquoi l'Union des villes suisses s'est engagée résolument en faveur de la transparence et s'est adressée à plusieurs reprises aux médias. Le conseiller national Philipp Kutter, maire de Wädenswil et membre du comité de l'UVS, a déposé lors de la session d'automne un postulat (21.4079. Analyse des effets de la réforme fiscale RFFA), qui a été adopté en décembre. Il s'agit à présent d'évaluer les répercussions de la RFFA.

**Autres réformes fiscales:** avec le changement de système prévu pour l'imposition de la propriété du logement, une autre grande réforme fiscale est en cours au niveau fédéral. Le point central est l'abolition de la valeur locative, que l'Union des villes suisses salue sur le principe. L'Union des villes suisses a défendu sa position au sein de la Commission de l'économie du Conseil national et par le biais d'une prise de position écrite. Il n'est pas encore possible de dire quelle forme prendra la suite de cette réforme fiscale. Elle se trouve encore dans sa phase initiale et n'avait pas encore été traitée matériellement fin 2021. C'est tout le contraire de la réforme de l'impôt anticipé, qui a été adoptée en décembre 2021. L'intervention de l'Union des villes suisses auprès du Parlement s'est soldée par un succès: désormais, il est prévu que seules les obligations émises soient exonérées de l'impôt anticipé, ce qui entraînera une diminution des pertes fiscales calculées initialement, qui seront néanmoins considérables. L'UVS s'était donc prononcée en faveur d'une mise en œuvre aussi légère que possible, qui ne perde toutefois pas de vue l'objectif initial, à savoir renforcer le marché des capitaux de tiers. La réforme n'est pas encore finalisée: le PS a annoncé le lancement d'un référendum.



## RÉSEAU

### Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)

La CDFV est une section de l'UVS qui compte 36 membres. Porte-parole des villes, elle s'exprime sur des thèmes et projets relatifs à la politique budgétaire et fiscale et s'engage en faveur d'une politique budgétaire et fiscale équilibrée et d'une répartition équitable des charges entre les différents échelons étatiques. Lors des assemblées générales ou des colloques, elle offre aux villes membres une plateforme d'échange d'expériences et un réseau.







Mathias Buschbeck, maire de Vernier GE

## «La révision de la loi sur les marchés publics devrait nous aider à améliorer nos bilans en termes de durabilité et de qualité.»

Au cours de l'année sous revue, de nombreuses réformes fiscales ont été achevées, lancées, débattues ou annoncées pour les années à venir. Ces projets sont d'une importance essentielle pour les perspectives financières à long terme des villes; l'Union des villes suisses sera également sollicitée dans les années à venir, comme le montre le rapport «Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse» de novembre 2021. Selon cette étude, ce sont les villes et communes qui seront les plus touchées financièrement par une hausse des coûts dans le domaine de la formation, surtout à moyen terme. À long terme, le taux d'endettement des villes et des communes augmentera lui aussi fortement. Le changement climatique est également un grand défi pour la Suisse et ses finances publiques.

Par ailleurs, l'Union des villes suisses a souligné l'importance des services postaux lors d'une audition à la Commission des transports et des télécommunications (CTT). Dans le cadre de la révision de la loi sur l'organisation de la Poste, elle s'est prononcée en faveur d'un service universel de prestations postales de qualité couvrant l'ensemble du territoire et destiné à l'ensemble de la population.

**Fossé ville-campagne:** pendant la période creuse estivale, l'UDC a lancé une campagne sur le prétendu fossé ville-campagne. Dans un document adressé à tous les parlementaires et à ses membres, l'Union des villes suisses a réfuté le message principal, selon lequel les citadines et citadins vivraient aux dépens de la population rurale. Dans une Suisse diverse, il n'y a pas de fossé net entre l'espace urbain et l'espace rural. Les villes sont du reste les moteurs économiques de notre pays. La population rurale se rend régulièrement en ville pour le travail, la culture, les événements sportifs ou le shopping. Pour l'Union des villes suisses, il ne fait aucun doute que le développement du modèle de réussite suisse doit continuer à être maîtrisé conjointement et de manière solidaire. Elle l'a clairement fait savoir tant aux politiques que dans son travail avec les médias. Et ce, avec un succès sans conteste: la campagne de l'UDC de 2021 n'a pas généré de résultats politiques probants. Outre les membres du Parlement, l'Union des villes suisses et la CDFV échangent régulièrement avec d'autres actrices et acteurs: avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF), avec laquelle elle a débattu des effets de la RFFA; et avec le SECO, avec lequel elle a abordé – outre les conséquences financières dues au covid-19, qui impactent fortement le tourisme urbain – la politique des agglomérations, la mutation structurelle dans les villes ainsi que l'Administration numérique suisse (ADS). ♦



### PUBLICATION

#### Marchés publics durables

En septembre, lors de son colloque annuel, la CDFV a publié l'étude «Marchés publics durables. Pratique actuelle dans les villes suisses et possibilités de développement». La révision de la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) ainsi que l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP 2019) entraînent un changement de paradigme dans le domaine des marchés publics: il ne suffit plus de choisir l'offre la moins chère, il faut aussi tenir compte de critères de durabilité et de qualité. Les conclusions de l'étude ont également été présentées aux membres de l'UVS, entre autres dans «focus».



# Mobilité & transports

## Politique

L'Union des villes suisses dialogue régulièrement avec les offices fédéraux du développement territorial (ARE), des transports (OFT), des routes (OFROU) et de l'énergie (OFEN) afin de développer la mobilité dans les zones urbaines. En 2021, elle a ainsi fait valoir les intérêts des villes dans les projets «Interfaces multimodales», «Infrastructure nationale de mise en réseau des données sur la mobilité» (NaDIM) et «Feuille de route pour la mobilité électrique 2025».

**Interfaces de transports:** à l'occasion du projet «Interfaces multimodales», l'Union des villes suisses a cosigné la «Déclaration d'Emmenbrücke», par laquelle les trois échelons de l'État s'engagent à planifier et à mettre en œuvre des interfaces de transport conjointement et de manière coordonnée. Ces interfaces sont censées apporter une contribution précieuse à l'accessibilité des agglomérations et des villes ainsi qu'à l'accroissement du transfert en faveur de modes de transport efficaces en termes de surface. Les personnes qui souhaitent se rendre dans les villes doivent être incitées à passer plus tôt de la voiture aux TP. L'objectif central est que les villes restent à la fois accessibles de l'extérieur et vivables à l'intérieur.

**NaDIM:** le projet «Infrastructure nationale de mise en réseau des données sur la mobilité» se propose de permettre un échange standardisé de données sur la mobilité et, partant de là, la mise en réseau des pouvoirs publics, des fournisseuses de mobilité, des développeurs et exploitantes de solutions client numériques (p. ex. des applis) ainsi que d'autres acteurs de la science et de la recherche. L'objectif de ce projet est d'améliorer l'efficacité du système de mobilité en Suisse, tous trafics confondus. Au cours de l'année sous revue et au-delà, l'UVS a été représentée au sein d'un «conseil de transition». La mise en œuvre du projet est prévue pour début 2025.

**Feuille de route pour la mobilité électrique 2022:** l'UVS a participé à la «Feuille de route pour la mobilité électrique 2022», dont l'objectif consistait à augmenter à 15 % la part des «véhicules à prise» (voitures purement électriques et hybrides plug-in) dans les nouvelles immatriculations de voitures de tourisme d'ici à 2022. Cet objectif a été atteint très tôt. L'Union des villes suisses estime que la mobilité électrique est certes un élément important pour la décarbonisation des transports, mais qu'elle ne résout pas les problèmes de circulation des villes comme les embouteillages, car les voitures électriques prennent autant



## RÉSEAU

### Conférence des villes pour la mobilité (CVM)

Au total, 20 villes suisses sont membres de la CVM, une section de l'Union des villes suisses. Sur la base de la «Charte pour une mobilité urbaine durable», elles s'engagent ensemble pour un transport urbain qui réponde aux exigences élevées que l'on a en matière de qualité de vie dans les espaces densément peuplés. Le comité est composé de sept directrices et directeurs municipaux des transports. En 2021, la CVM a fixé deux priorités thématiques. Lors du forum de printemps, elle a approfondi le thème de l'avenir des transports publics urbains, où l'on s'efforcera d'avoir des liaisons non plus seulement entre les arrêts, mais de porte à porte. Le forum d'automne, organisé par la CVM pour la première fois en coopération avec la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS), s'est concentré sur les aspects de la sécurité dans les transports. Le thème de l'évènement était «Urbaner Raum für Verkehr und mehr» (L'espace urbain pour le trafic et plus encore).





de place que les voitures traditionnelles. Dans le cadre de la Feuille de route, l'UVS a en outre attiré à plusieurs reprises l'attention de la Confédération sur le fait que l'équipement de places de stationnement dans l'espace routier en infrastructures de recharge pourrait aggraver les conflits d'utilisation existants, auxquels on assiste de toute façon déjà en raison de la limitation des surfaces disponibles. Pour l'UVS, le levier essentiel pour promouvoir l'électromobilité consiste à équiper les places de stationnement privées en installations de recharge. Actuellement, l'UVS est impliquée dans l'élaboration de la «Feuille de route pour la mobilité électrique 2025».

**Loi sur les voies cyclables:** au niveau parlementaire, l'UVS a été représentée lors d'une audition de la Commission des transports du Conseil des États sur la loi sur les pistes cyclables. L'Union des villes suisses soutient le projet, qui encourage les voies cyclables ininterrompues et sûres. Dans les espaces denses des villes, il convient toutefois de tenir compte du fait que les surfaces sont limitées: là où il est impossible de séparer vélos et voitures, la vitesse maximale et le nombre de véhicules motorisés doivent rester faibles.

**Zones 30:** en 2021, les efforts de nombreuses villes pour introduire davantage de zones 30 ont fait beaucoup de vagues dans les médias. L'UVS a également pris part à ce débat. Le Conseil fédéral a en outre présenté un projet prévoyant de simplifier la procédure d'autorisation des zones 30 pour les routes «d'intérêt local» (c'est-à-dire pour les routes de quartier) en supprimant l'obligation d'expertise à ces endroits. L'Union des villes suisses est favorable à cela: les villes connaissent parfaitement les situations locales et sont donc les mieux placées pour mettre en balance tous les points de vue. Ces expertises génèrent aujourd'hui des dépenses inutilement élevées sans apporter de valeur ajoutée. ♦



Beat Jans, président du gouvernement de Bâle-Ville

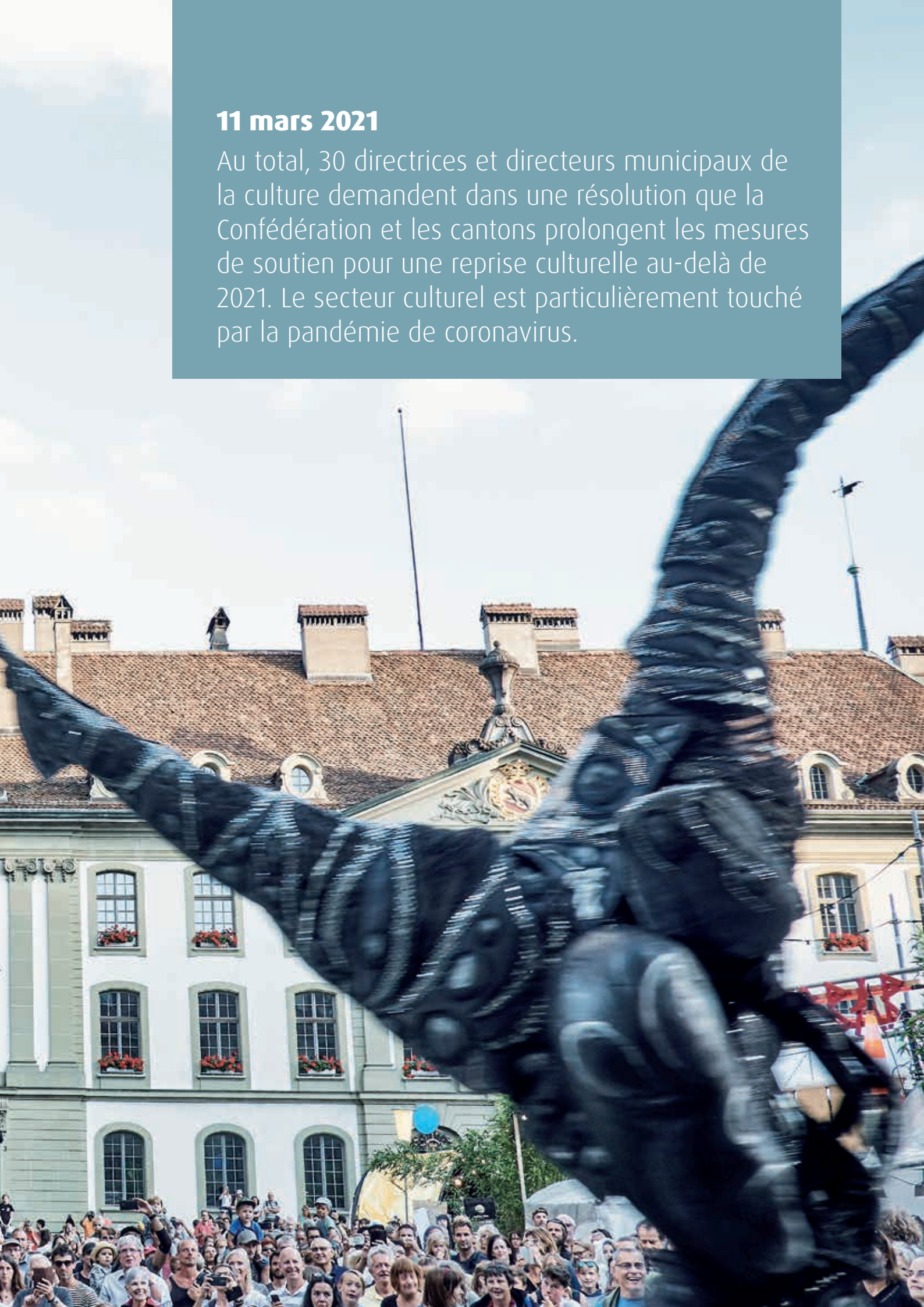
**«Rendre la mobilité climatique neutre a une très grande importance à Bâle.»**





**11 mars 2021**

Au total, 30 directrices et directeurs municipaux de la culture demandent dans une résolution que la Confédération et les cantons prolongent les mesures de soutien pour une reprise culturelle au-delà de 2021. Le secteur culturel est particulièrement touché par la pandémie de coronavirus.





# Social & santé

Papier de positionnement politique de la petite enfance:



## Politique sociale

En 2021, la politique sociale a mis l'accent sur la politique de la petite enfance. Les villes sont pionnières en matière d'offres à destination des enfants d'âge préscolaire. En réaction à un rapport du Conseil fédéral, l'UVS a publié un document de positionnement présentant des revendications claires à la Confédération et aux cantons. Le Parlement s'est ensuite penché sur le sujet et a lancé l'initiative de commission visant à pérenniser le financement initial pour l'accueil extrafamilial. L'UVS s'est mobilisée pour que l'échelon communal soit associé à l'élaboration d'une proposition de solution. Elle a pu faire valoir ses préoccupations à plusieurs reprises lors d'auditions organisées dans le cadre de réunions de commissions. Le débat se poursuit au-delà de l'année sous revue.

L'Union des villes suisses s'est engagée en faveur de l'adoption d'une initiative parlementaire visant à lutter contre la pauvreté des enfants. Cette intervention a probablement peu de chances d'aboutir, mais le thème de la pauvreté des familles continuera à occuper l'UVS au-delà de l'année sous revue. L'UVS a par ailleurs collaboré à la stratégie d'égalité 2030 du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes en fournissant des exemples de bonnes pratiques mis en œuvre dans les villes.

## Migration et intégration

L'immigration d'étrangères et étrangers et leur intégration dans la société est l'une des grandes tâches de politique sociétale des villes. Le savoir-faire que celles-ci peuvent apporter est d'autant plus important par rapport à celui des autres échelons de l'État. L'Union des villes suisses profite de l'expérience de ses membres et s'engage au niveau fédéral en faveur de bonnes conditions-cadres.

Ainsi, en 2021, l'UVS a participé à une audition de la Commission des institutions politiques du Conseil national en lien avec le rapport «Examen global de la problématique des sans-papiers». Elle a notamment demandé que les droits fondamentaux essentiels soient garantis indépendamment du statut de séjour. Des projets comme la City Card, que certaines villes sont en train d'évaluer, ne doivent pas être entravés. L'implication des villes dans les programmes d'intégration cantonaux est actuellement insatisfaisante. En ce qui concerne la reconduction des programmes, l'Union des villes suisses et les délégués et déléguées municipaux à l'intégration se sont conjointement adressés aux institutions responsables de la Confédération (Secrétariat d'État aux migrations SEM) et des cantons (Conférence des gouvernements cantonaux CdC et Conférence suisse des



## RÉSEAU

### Initiative des villes pour la politique sociale

L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses qui compte une soixantaine de membres. Les villes sont représentées par les directrices et directeurs des affaires sociales en exercice ainsi que par les cadres supérieurs responsables des affaires sociales. Les points forts du contenu sont la sécurité sociale dans le système global, le développement de l'aide sociale et l'intégration globale. En 2021, l'Initiative des villes pour la politique sociale a organisé deux colloques avec des intervenantes et intervenants de haut niveau. Le 11 juin, elle a abordé le thème des répercussions sociales de la pandémie de coronavirus et débattu entre autres de la question de savoir ce que peut faire l'aide sociale dans une situation de crise. La conférence d'automne qui s'est tenue en octobre a été consacrée à la prévention de la pauvreté dans les villes.





Philipp Kutter, maire de Wädenswil

**«Les communes connaissent les besoins et sont en mesure de créer des offres sur mesure dans le domaine de la petite enfance.»**

délégués cantonaux, communaux et régionaux à l'intégration CDI). Les autorités concernées se sont montrées ouvertes au dialogue.

### Politique de la santé

Le Parlement a débattu du financement uniforme des prestations de santé ambulatoires et stationnaires (EFAS) au cours de l'année sous revue, mais n'a pas clos le dossier. L'UVS s'est adressée à plusieurs reprises aux membres de la commission, soit par écrit, soit lors d'auditions, pour exprimer sa position: comme les prestations dans le domaine stationnaire et ambulatoire sont aujourd'hui financées différemment, il existe des incitations négatives. Il est juste que celles-ci soient écartées – mais seulement si, dans le même temps, les presta-

tions de soins sont intégrées dans l'EFAS. C'est la seule façon de répartir équitablement la croissance des coûts entre les caisses-maladie, les cantons et les communes.

Par ailleurs, la rémunération uniforme du matériel de soins marque l'adoption définitive par le Parlement d'une revendication de l'UVS. Le niveau communal avait ici temporairement comblé une lacune de financement et se voit maintenant déchargé.

Comme les autres années, l'Union des villes suisses a entretenu son réseau politique en organisant des rencontres semestrielles avec la direction de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Des réunions d'échange ont également eu lieu à intervalles irréguliers avec la direction de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM). ♦



### RÉSEAU

#### Villes-amies des aîné-e-s

Le Réseau suisse des villes-amies des aîné-e-s est une commission de l'Union des villes suisses qui compte 26 membres. Ses objectifs sont la création d'un environnement urbain accessible à la population âgée ainsi que l'information et l'intégration de la population âgée dans les villes suisses. Le réseau contribue à la diffusion d'une image positive du grand âge et offre aux spécialistes l'occasion d'échanger entre eux. En septembre 2021, les membres du réseau ont fait une visite de la ville d'Aarau centrée sur le thème «Fortschrittliche Altersarbeit in Aarau: Ältere Menschen dort unterstützen, wo sie leben» (Un travail avec les personnes âgées progressiste à Aarau: soutenir les personnes âgées là où elles vivent). Chaque année, le Réseau suisse des villes-amies des aîné-e-s organise un colloque. Celui de novembre 2021 était placé sous la devise «Restez chez vous!»: il s'est penché sur les effets de la pandémie de coronavirus sur les séniors et s'est interrogé sur les possibilités dont disposent les villes pour préserver la qualité de vie de ces derniers.



### PUBLICATION

L'étude «Aperçu des droits des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire en matière d'assurances sociales» a été publiée en janvier. L'Initiative des villes pour la politique sociale y a participé financièrement. Cette étude constitue une base précieuse dans la pratique quotidienne des services sociaux.

## 7 mai 2021

Baisse des recettes fiscales provenant des entreprises, mais hausses nombreuses et importantes des dépenses: du fait de la pandémie de coronavirus, de nombreuses villes sont menacées par un endettement croissant. C'est ce qu'il ressort d'une enquête que l'Union des villes suisses a réalisée en coopération avec PwC Suisse.





# Développement territorial & agglomérations

## Politique

Le principal point politique à l'ordre du jour dans le domaine du développement territorial au cours de l'année sous revue a été la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT). En réponse à une consultation sur le projet de loi de la deuxième étape, le contre-projet indirect à l'«Initiative paysage», l'UVS s'est engagée au niveau parlementaire pour que le principe de base de la séparation entre territoire constructible et territoire non constructible ne soit pas édulcoré.

La mise en œuvre de la première étape de la LAT avait exigé un développement vers l'intérieur dans les villes, plus précisément par la densification des constructions. Ceci risque de générer des conflits avec l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS). L'UVS s'est engagée dans un groupe de travail de la Confédération qui se propose de créer des recommandations sur la gestion des sites construits à protéger en cas de projets de densification. Elle est également impliquée dans le projet pour un «Guide ISOS» initié par la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP).

Le Projet de territoire Suisse, adopté en 2012, doit être actualisé au bout de dix ans. Les organisations porteuses prendront cette décision au cours de l'année 2022.

En 2021, l'UVS a également entretenu des contacts intensifs avec l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Elle est par ailleurs en contact permanent avec la DTAP et Espace Suisse, l'association suisse pour l'aménagement du territoire. Un échange d'informations a eu lieu avec les trois conférences métropolitaines suisses et la Région capitale suisse.

## Conférence tripartite (CT)

La CT est la plateforme politique de la Confédération, des cantons, des villes et des communes encourageant la collaboration entre les échelons de l'État ainsi qu'entre les espaces urbains et les espaces ruraux. Elle contribue de manière importante à l'amélioration de la coopération entre les trois échelons de l'État.

En 2021, année sous revue, la CT a adopté un nouveau programme de travail pour les années 2022 à 2026. Il en ressort que les deux projets, respectivement intitulés «Développer la biodiversité et la qualité paysagère dans les agglomérations» et «Les lignes ferroviaires comme zones potentielles pour le développement urbain», doivent être poursuivis. Le dialogue «Densifier avec qualité» a été lancé en novembre après des travaux préparatoires très complexes.

## Agglomérations

La politique des agglomérations est un thème prioritaire de l'UVS. En effet, les agglomérations sont étroitement liées aux villes-centres ainsi qu'entre elles. Cela passe entre autres par un aménagement du territoire concerté. L'évaluation de la Politique des agglomérations 2016+ de la Confédération a été lancée en 2021; l'Union des villes suisses est représentée dans le groupe d'accompagnement par des maires de communes urbaines et de communes d'agglomération. En outre, l'UVS s'est impliquée dans plusieurs manifestations de l'ARE sur le développement de la politique des agglomérations à partir de 2024. ♦

Site web de la  
Conférence tripartite:



## PUBLICATION

### Impulsion Développer vers l'intérieur

En collaboration avec EspaceSuisse, l'Union des villes suisses a publié un «focus spécial» sur l'Impulsion Développer vers l'intérieur.

Ce programme, qui encourage le développement vers l'intérieur dans les villes et la lutte contre le mitage urbain, est reconduit pour cinq ans. La publication comporte des témoignages, des bonnes pratiques et bien plus encore.





**13 juin 2021**

Surprise et déception: les électriciens et électeurs suisses rejettent la loi sur le CO<sub>2</sub>. L'Union des villes suisses s'était engagée en faveur du «oui».





# Énergie, environnement & climat

## Politique

La protection du climat est une préoccupation majeure pour les villes. Elles sont à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique, qui les touche spécialement. Les villes sont particulièrement sensibles aux événements extrêmes tels que les vagues de chaleur, les fortes pluies ou les crues, qui sont de plus en plus violents et fréquents. Outre les dommages économiques, il faut s'attendre, surtout pour la population âgée, à des problèmes de santé pouvant aller jusqu'à l'augmentation des décès. C'est pourquoi les villes mènent déjà très activement une politique de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

**Révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>:** dans ce contexte, l'Union des villes suisses s'était prononcée en faveur du projet de révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, sur lequel les citoyennes et citoyens suisses ont voté en juin 2021. Cette loi aurait donné aux villes un cadre légal important (p.ex. valeurs limites de CO<sub>2</sub> pour les bâtiments) et des moyens financiers (fonds pour le climat) et les aurait renforcées dans leurs efforts pour promouvoir

des mesures contre le changement climatique au niveau local. L'Union des villes suisses a pris position dans un document détaillé destiné aux membres et au public, a lancé une campagne sur les médias sociaux et est intervenue à plusieurs reprises dans le débat médiatique sur la votation. Cet engagement n'a pas été couronné de succès: les électrices et électeurs ont rejeté la loi. Il est d'autant plus important que nombreuses soient les villes qui prennent les devants indépendamment du résultat des urnes en élaborant leurs propres stratégies climatiques et énergétiques visant au «zéro émission nette» ainsi que des trains de mesures dans le cadre de leur propre marge de manœuvre. Avec la Commission de politique énergétique et climatique (CPEC) ainsi que les groupes spécialisés Énergie et Climat & Environnement, l'UVS et sa section Association suisse Infrastructures communales (ASIC) offrent ici des plateformes très utilisées pour l'échange et la concrétisation de ces stratégies.

**Eau potable:** en 2021, la pureté de l'eau potable a figuré elle aussi en bonne place dans l'agenda politique; les pesticides utilisés dans l'agriculture entraînent la

Alliance pour le climat:



RÉSEAU

## Association suisse Infrastructures communales (ASIC)

L'ASIC est une section de l'Union des villes suisses et un partenaire de l'Association des Communes Suisses. Elle s'engage techniquement et politiquement pour une gestion durable des infrastructures communales. L'ASIC compte 260 membres (villes, communes, associations intercommunales, cantons et bienfaiteurs privés).

L'ASIC collabore très étroitement avec l'Union des villes suisses, notamment dans les domaines de la protection du climat ainsi que de l'énergie et de l'environnement. Les infrastructures urbaines sont essentielles pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Elles préservent l'environnement par des achats durables ou des systèmes de recyclage et d'évacuation des eaux usées sophistiqués. L'ASIC gère également le secrétariat de l'Alliance pour le climat Suisse, une association regroupant de nombreuses villes suisses.



contamination des eaux souterraines. Afin de maintenir la qualité de l'eau potable suisse à un niveau élevé, les eaux souterraines doivent être traitées à des coûts toujours plus élevés. Cette tâche relève généralement de la compétence des villes et des communes. Deux initiatives populaires sur le sujet ont été rejetées par les électrices et électeurs en juin 2021: l'UVS avait décidé de laisser la liberté de vote pour l'initiative sur l'eau potable, et elle a rejeté l'initiative sur les pesticides. En revanche, l'Union des villes suisses a soutenu deux interventions dans les Chambres fédérales, selon lesquelles, d'une part, la teneur en pesticides doit être réduite de moitié d'ici à 2027 et, d'autre part, le secteur d'approvisionnement en eau potable doit être mieux protégé contre la pollution. Les deux interventions ont été adoptées.

**Énergies renouvelables:** en juin, le Conseil fédéral a adopté l'acte modificateur unique pour un «approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables». Celui-ci met l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement, notamment en hiver. En collaboration avec la Commission de politique énergétique et climatique, l'UVS a fait parvenir à la commission d'examen préalable les principales préoccupations des villes. En ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement en hiver, les villes estiment qu'il est essentiel

de prendre en compte non seulement la production d'électricité, mais aussi la production de chaleur renouvelable.

**Chaleur à distance:** en février, une délégation de villes a rencontré la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga sur le thème des réseaux thermiques. Par la suite, un projet commun porté par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et l'UVS a permis, d'une part, de rassembler, dans le cadre d'interviews avec des parties prenantes, des connaissances importantes issues de la pratique concernant l'extension des réseaux de chauffage à distance et, d'autre part, d'élaborer une charte de collaboration entre la Confédération, les cantons et les villes pour accélérer l'extension des réseaux thermiques. La signature de la charte est prévue pour 2022. ♦



Pierre Dessemontet, maire d'Yverdon-les-Bains

**«La ville soutient la végétalisation des toits et des façades.»**



# Numérisation & smart city

## Politique

La numérisation progresse dans tous les domaines de la vie et n'épargne pas les administrations publiques. L'Administration numérique suisse (ANS), portée par tous les échelons de l'État, sera opérationnelle à partir de janvier 2022. Au cours de l'année sous revue, l'UVS a pris position sur les bases et la convention-cadre de la nouvelle organisation. Elle y préconisait une intensification de la coopération entre Confédération, cantons et communes: celle-ci est indispensable et urgente pour faire avancer la transformation numérique, qui offre des accès nettement plus simples et sans obstacles aux services publics de base et permet un regroupement des utilisations des ressources grâce à l'automatisation. Comme pour les structures de la cyberadministration suisse (E-Government Suisse), l'échelon communal siègera aussi bien dans le comité de pilotage politique que dans le comité de pilotage opérationnel.

## Smart city

La smart city est un concept aux multiples facettes. Elle est numérique, mais représente aussi bien plus; elle va bien au-delà de la cyberadministration et des stratégies de transformation numérique. Le principe des smart cities consiste à assurer une mise en réseau intelligente de tous les domaines de la vie et de l'économie. Il s'agit d'une approche globale pour des villes innovantes, économes en ressources et agréables à vivre, dont la mise en œuvre varie d'une ville à l'autre. Pour les villes, les échanges techniques sur la smart city sont particulièrement importants. L'Union des villes suisses offre à cet effet une plateforme d'échange interne sous la forme du groupe de travail Numérisation, où se retrouvent deux fois par an plus de 20 responsables techniques des villes. L'Union des villes suisses est en outre partenaire du congrès stratégique SmartSuisse et de SuissePublic Smart, dont la première édition a eu lieu en 2021. ♦



## PUBLICATION

### Publication: Smart City Survey (SSCS)

L'UVS a participé à la SSCS réalisée par la Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW). Les villes interrogées étaient d'avis que les villes intelligentes améliorent la qualité de vie et la durabilité grâce à la numérisation, à la mise en réseau, à la participation et à l'efficacité. La SSCS a développé un indice de smart city agréant neuf dimensions.





## **1<sup>er</sup> juillet 2021**

Les pays de l'OCDE décident d'un taux d'imposition minimum sur le bénéfice de 15% pour les entreprises internationales. Cela a des répercussions importantes sur les villes.



# Logement, quartiers & espace public

## Politique

Le logement, la vie de quartier et un espace public agréable à vivre: ce triptyque est crucial pour la qualité de vie en ville. L'espace étant limité, l'offre de logements se fait rare, et les prix élevés qui en découlent sont l'un des grands défis des villes. L'Union des villes suisses s'engage en faveur de conditions-cadres positives pour des logements abordables. La construction de logements d'utilité publique joue à cet égard un rôle important. L'UVS est partenaire du dialogue entre la Confédération, les cantons et les villes en matière de politique du logement.

En juin et novembre 2021, une rencontre du Réseau logement a eu lieu sur les thèmes «Stratégies de logement» et «La pandémie de Corona, un facteur d'influence sur le logement en ville?». Les rencontres du Réseau logement permettent aux représentantes et représentants des villes et des communes de Suisse alémanique, à l'Union des villes suisses et à l'Office fédéral du développement territorial (ARE) de mener des échanges informels sur les questions de politique du logement.



RÉSEAU

### Centre de l'espace public (CEP)

Le CEP est une commission de l'Union des villes suisses; c'est un think tank pour l'avenir de l'espace public dans les villes. Celui-ci devient de plus en plus difficile: les villes se densifient, davantage de personnes se partagent de moins en moins d'espace, toutes les générations se côtoient avec leurs styles de vie variés.

Au CEP, les villes échangent leurs expériences et cherchent des solutions aux défis actuels. L'accent est mis sur la mise en réseau, l'échange d'expériences et le transfert de connaissances entre les spécialistes, ce qui sert ensuite à l'élaboration de bases. Le 15 septembre, le CEP a organisé à Lucerne l'Info UVS «Pop-up: un changement d'utilisation de l'espace public temporaire et accessible à tous». Il a également publié une nouvelle brochure contenant des informations sur sa composition, ses activités et ses thèmes.





**«La ville de Neuchâtel accorde une importance toute particulière à la promotion de la bonne cohabitation de toutes les parties prenantes dans nos espaces publics.»**

**Violaine Blétry-de Montmollin, présidente de la ville de Neuchâtel**

### **Réseau Quartiers Vivants (RQV)**

L'Union des villes suisses a été chargée par l'ARE et l'Office fédéral du logement (OFL) d'assurer la gestion du RQV, au sein duquel les cercles de personnes intéressées peuvent échanger sur les divers aspects du développement des quartiers tels que le logement, la participation ou la mixité sociale. Le besoin d'avoir de tels échanges est resté toujours aussi important en 2021. Le RQV a organisé deux séminaires et deux événements de la série de manifestations «RQV sur place».

Le thème du séminaire de printemps 2021 était «Travail de proximité et Corona»; dans le contexte de la pandémie, il s'est logiquement tenu en ligne, et a compté plus de 170 participantes et participants. Le séminaire d'automne, qui a de nouveau pu avoir lieu physiquement, avait pour thème «Aménager des espaces libres dans le quartier». Environ 70 professionnelles et

professionnels ont assisté à la manifestation. Comme le nom de la série de manifestations l'indique, «RQV sur place» permet d'étudier de plus près les processus de développement de quartier à l'aide d'exemples concrets et d'en discuter entre spécialistes. Une visite a eu lieu à Wil SG, où le quartier de Lindenhof est en pleine effervescence, d'une part en raison des vastes projets de lotissement en cours sur le site, d'autre part en raison du besoin de rénovation à moyen terme des nombreux bâtiments anciens. Ces deux éléments exerceront une influence sur la structure de l'habitat et de la population, et donc sur le développement du quartier, et façonneront l'image future du quartier.

Le 7 septembre, les spécialistes se sont rendus dans le quartier de Mâche et sur le terrain de la Gurzelen à Bienne, où ils se sont penchés sur la question de savoir comment et à quelles conditions une participation vécue de la population peut réussir dans les processus de développement de quartier. ♦





## 9 septembre 2021

La Confédération, les cantons, les villes et les communes signent la «Déclaration d'Emmenbrücke». Ils s'engagent ainsi à planifier et à mettre en œuvre des interfaces de transport conjointement et de manière coordonnée. Il s'agit d'inciter les personnes à passer plus tôt de la voiture aux transports publics.







# Formation, culture & sécurité

## Politique de formation

Les villes accordent une grande importance à la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et il leur tient par conséquent à cœur de fournir une bonne offre d'accueil extrafamilial pour enfants. On peut donc se réjouir que l'UVS ait pu s'impliquer, en collaboration avec l'Initiative des villes pour la formation et l'Initiative des villes pour la politique sociale, dans l'élaboration des recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) sur la qualité et le financement de l'accueil extrafamilial et parascolaire des enfants.

Abritant de nombreuses hautes écoles et centres de recherche, les villes jouent un rôle essentiel dans le développement des capacités novatrices de notre pays. Leur qualité de pôles de recherche leur confère un avantage incontestable dans le contexte de la concurrence internationale. Concernant les choix stratégiques dans le domaine de la recherche et de l'innovation, les villes doivent être intégrées suffisamment tôt aux processus décisionnels.



Christian Marti, maire de Glaris

**«Est-ce le rôle d'une commune de s'occuper de son propre centre? Oui, ça l'est!»**



## RÉSEAU

### Initiative des villes pour la formation

L'Initiative des villes pour la formation est une section de l'UVS qui offre une plateforme d'échange aux directrices et directeurs de la formation de diverses villes. Elle traite les questions de politique de l'éducation, en particulier de l'école obligatoire, du point de vue de la Suisse urbaine. En concertation avec l'Union des villes suisses, elle assure une représentation efficace des préoccupations des villes en matière de politique de formation vis-à-vis des cantons et, le cas échéant, de la Confédération. Elle a organisé le 26 mars 2021 la conférence annuelle sur le thème «La diversité comme opportunité», tandis que le 17 septembre a eu lieu la conférence d'automne sur le thème «La santé mentale des enfants et des adolescents».





## Politique culturelle

Les villes contribuent fortement à la variété et à la richesse de l'offre culturelle et, partant, à l'attractivité touristique et économique de la Suisse. Sur les 2,9 milliards de francs dépensés par les collectivités publiques chaque année pour la culture, environ 50 % proviennent des budgets des communes, sachant que les villes en assument la majeure partie. Le Dialogue culturel national (DCN) est un organe important; il permet à la Confédération, aux cantons, aux villes et aux communes de coordonner leurs activités culturelles et d'échanger sur les questions de politique culturelle. L'Union des villes suisses fait partie des signataires de la convention qui a créé le DCN en 2011, et elle représente les villes à l'échelon politique. Les parties se sont rencontrées à trois reprises en 2021, notamment en raison de la pandémie de coronavirus (voir page 8).

## Politique de la sécurité

Pour les villes et les communes, la thématique de la sécurité est liée à des défis nombreux et toujours renouvelés. En même temps, les ressources affectées au maintien de la sécurité sont restreintes. En tant que porte-parole des villes suisses, l'Union des villes suisses a été impliquée d'emblée dans l'élaboration du Plan d'action national (PAN) de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent porté conjointement par la Confédération, les cantons, les villes et les communes. ♦



RÉSEAU

### Conférence des villes en matière culturelle (CVC)

La CVC est une section de l'Union des villes suisses qui réunit les délégués et déléguées municipaux à la culture de 33 villes. Elle traite les questions de politique culturelle, encourage l'échange d'expériences et la discussion entre les membres et leurs responsables culturels. La CVC gère quatre ateliers à l'étranger destinés à des actrices et acteurs culturels. La CVC s'est également concentrée en 2021 sur les moyens d'existence des actrices et acteurs culturels: dans une déclaration commune, trente directrices et directeurs municipaux de la culture ont notamment plaidé en faveur du versement de l'intégralité des fonds culturels malgré la réduction de l'offre culturelle due au coronavirus.



RÉSEAU

### Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)

La CDSVS est une section de l'Union des villes suisses. Elle s'adresse aux membres des exécutifs des villes suisses en charge de la police et de la sécurité. Chaque année, le Congrès de la sécurité urbaine est un point fixe important dans l'agenda de la CDSVS: il a eu lieu le 26 novembre, en collaboration avec la Conférence des villes pour la mobilité, sur le thème «L'espace urbain pour le trafic et plus encore».





# Relations publiques

Au cours de l'année sous revue, l'Union des villes suisses a continué à développer les canaux de communication et a mis en œuvre quelques changements fondamentaux.



## «Infolettre de l'UVS»

Grâce à sa nouvelle newsletter «Infolettre de l'UVS», l'association a développé ses informations politiques et la communication de ses positionnements politiques. Les produits «thèmes politiques» et «mise à jour de session» ont été intégrés dans la nouvelle newsletter. Celle-ci reprend toute l'actualité qui trouvait place jusqu'à présent dans «focus».



## «focus»

Parallèlement, «focus» restera un magazine en ligne: un thème est éclairé techniquement de manière approfondie et illustré par des exemples de bonnes pratiques et des interviews de membres de l'exécutif de villes affiliées.



## Revue de presse

En 2021, comme auparavant, la revue de presse a continué à être envoyée quotidiennement aux membres, leur donnant accès à de nombreux articles de journaux importants du point de vue des villes.



## Après le covid: les voix des villes

Au cours du premier semestre de l'année, l'UVS a publié la série de textes «Après le covid: les voix des villes». 26 autrices et auteurs issus de la politique, de l'administration ou de la science et qui travaillent pour ou avec des villes ont analysé la situation de la pandémie sous de nombreux angles différents, partagé des témoignages ou formulé des thèses pour l'évolution future. La série de textes a rencontré un grand écho et certains articles ont été repris dans les médias.



## Travail médiatique

L'UVS est également l'interlocutrice des médias pour les affaires urbaines. Sur le plan thématique, l'accent a été mis en 2021 sur les développements de la politique des transports urbains (p. ex. zones 30, péages) et sur le fossé ville-campagne. Il va de soi que la pandémie de coronavirus a continué d'attirer l'attention des médias, notamment en raison de ses conséquences sur les finances des villes. L'UVS a envoyé 22 communiqués de presse – sous un nouveau format, plus attractif et plus adapté aux professionnelles et professionnels des médias.



## Statistiques des villes suisses

La 82<sup>e</sup> édition des «Statistiques des villes suisses» a mis l'accent sur le thème du logement en ville. La publication est une nouvelle fois parue en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.



### Manifestations

L'Union des villes suisses organise diverses manifestations ou est partenaire d'évènements. Elle participe activement à des exposés ou à des discussions-débats au cours desquels elle partage son expertise avec un public intéressé. Les membres de l'Union des villes suisses bénéficient souvent de conditions préférentielles.

En 2021, l'Union des villes suisses a été partenaire ou sponsor de 27 manifestations, dont «SuissePublic», «SmartSuisse», le «Swiss eGovernment Forum» ou le «Forum des 100».

Le colloque «Info UVS» traite de manière approfondie des thèmes d'actualité dans un cadre personnel, à titre exclusif et gratuit pour ses membres. L'«Info UVS» 2021 a eu lieu à Lucerne, sur le thème «Pop-up: un changement d'utilisation de l'espace public temporaire et accessible à tous».

La Conférence sur le fédéralisme a eu lieu à Bâle à la fin du mois de mai. Les thèmes prioritaires étaient «Le fédéralisme en situation extraordinaire» et «Célébrer les succès fédéralistes». Outre les interventions de membres du Conseil fédéral et des cantons, un exposé a également été tenu par Sami Kanaan, membre du gouvernement de la ville de Genève et vice-président de l'UVS. ♦

**4** newsletters envoyées  
depuis septembre

**22** communiqués de presse

**354** revues de presse

**7** numéros de «focus» –  
1 «focus spécial» en supplément





**15 septembre 2021**

L'«Info UVS» à Lucerne sur le thème: «Pop-up – un changement d'utilisation de l'espace public temporaire et accessible à tous: défis et processus».



# Défense des intérêts sur le plan politique

L'Union des villes suisses représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines dans le cadre de la politique fédérale. D'une part, elle entretient son réseau avec l'administration fédérale en organisant de nombreuses rencontres au niveau des expertes et experts ou des directions. D'autre part, elle est très active au Parlement. Elle défend ses positions en écrivant aux membres des commissions et du Parlement, en participant aux auditions des commissions chargées de l'examen préalable, et elle entretient des contacts personnels avec les parlementaires.

La pandémie de coronavirus a rendu difficile le contact personnel avec les parlementaires. La «Table urbaine» a été annulée aussi bien au printemps qu'en automne en raison de la pandémie. Il en a été de même du colloque de printemps de l'intergroupe parlementaire Politique communale. En automne, l'association a organisé l'évènement sur le thème «L'échelon communal et la pandémie: défis à moyen et long terme pour les communes et les villes».

Le comité de l'Union des villes suisses émet en outre des consignes de vote pour les votations fédérales qui concernent les villes. Il l'a fait aussi en 2021.

## Prévision de session

Pour chacune des quatre sessions, l'UVS a publié une prévision de session à l'intention des parlementaires, mais aussi de ses propres membres, des journalistes et des autres cercles de personnes intéressées. L'aperçu de la session contient la position de l'Union des villes suisses concernant une sélection d'objets importants pour la Suisse urbaine.

## Consultations

En 2021, l'Union des villes suisses a participé à 41 consultations au total. ♦



### Aperçu thématique des 41 consultations

- Transports (3)
- Social et santé (4)
- Aménagement du territoire (4)
- Finances (6)
- Énergie et environnement (8)
- Sécurité (7)
- Culture (6)
- Migration et intégration (2)
- Numérisation et E-Government (3)
- Autres (4)



**28 novembre 2021**

«Oui» à la loi COVID-19 lors de la votation populaire: les travailleuses et travailleurs, les entrepreneuses et entrepreneurs, les entreprises et les artistes impactés continueront à être soutenus. Le certificat restitue des libertés, notamment dans la restauration et la culture.









# Réseau

L'Union des villes suisses offre à ses membres un éventail vaste et varié de plateformes leur permettant d'avoir des échanges entre spécialistes ou de s'engager politiquement.

## Sections

Organisations juridiquement autonomes, les sections de l'Union des villes suisses se penchent sur des questions spécifiques dans leur domaine de spécialité. Elles élaborent par exemple des bases techniques et des positionnements politiques et s'impliquent activement dans le processus politique, en accord avec l'UVS.

- Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)
- Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)
- Initiative des villes pour la formation
- Initiative des villes pour la politique sociale
- Conférence des villes pour la mobilité (CVM)
- Conférence des villes en matière culturelle (CVC)
- Association suisse Infrastructures communales (ASIC)

## Commissions et groupes de travail

Les commissions et les groupes de travail (GT) permanents de l'Union des villes suisses servent à se forger une opinion en interne et à favoriser les échanges de vues et d'expériences entre les membres de l'association.

La Commission de politique énergétique et climatique, le Réseau Suisse des villes-amies des aîné-e-s ainsi que la Communauté d'intérêts des grandes villes-centres se composent de membres responsables des exécutifs des villes. Les autres commissions et groupes de travail s'adressent à des spécialistes de l'administration des villes membres.

- Centre de l'espace public (CEP)
- Réseau Suisse des villes-amies des aîné-e-s
- Groupe d'experts des ingénieurs des villes et des communes
- Commission statistique
- Commission de politique énergétique et climatique (CPEC)
- GT Géoinformation UVS
- GT Communication
- GT Vie nocturne urbaine
- Communauté d'intérêts des grandes villes-centres
- GT Délégués des villes à l'intégration
- GT Prévention et lutte contre la radicalisation et l'extrémisme
- GT Numérisation ♦



**«Une politique du sol active est inscrite dans la stratégie immobilière.»**

Anders Stokholm, maire de Frauenfeld

# L'UVS en 2021

## Journée des villes à Thoune

La Journée des villes, qui a lieu chaque année, constitue pour l'Union des villes suisses l'un des temps forts de l'année: outre la tenue formelle de l'assemblée générale, on y aborde un thème de manière approfondie et on y donne la parole à de nombreux spécialistes de haut niveau. Par ailleurs, cette manifestation de deux jours est l'occasion d'entretenir le réseau et de découvrir la ville hôte. La Journée des villes de Thoune ayant été annulée en 2020 à cause du coronavirus, les représentantes et représentants des villes se sont réunis en 2021 aux portes de l'Oberland bernois sur le thème «La ville de la participation». Dans une démocratie, la participation de la population est un élément crucial. Cela se manifeste de manière particulièrement prononcée au sein des villes. Mais la participation des villes est également une composante d'un fédéralisme qui fonctionne. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga figurait parmi les invités.

## Mutations au sein du comité

C'est avec consternation et une grande tristesse que l'Union des villes suisses a dû prendre connaissance du décès soudain de Marco Borradori. Âgé de 62 ans, le maire de Lugano était depuis l'été 2015 un membre très apprécié du comité de notre association.

En 2021, de nouveaux membres ont été élus au comité: Beat Jans, président du gouvernement de Bâle-Ville, Urs Marti, maire de Coire, et Philippe Varone, président de Sion. Ils succèdent à Elisabeth Ackermann (ancienne présidente du gouvernement de Bâle-Ville), Thomas Scheitlin (ancien maire de Saint-Gall) et Laurent Wehrli (ancien syndic de Montreux).

## Mutations à la direction

Après avoir passé 13 ans à la tête de l'association, Renate Amstutz a annoncé en 2021 qu'elle quittait son poste de directrice. Au cours de ses nombreuses années d'activité, Renate Amstutz a développé efficacement l'association et en a fait un interlocuteur important pour la politique fédérale. Martin Flügel, jusque-là directeur suppléant de l'association, a succédé à Renate Amstutz en octobre 2021.

Au début de l'année 2021, Marc Moser a rejoint l'UVS en tant que nouveau responsable de la communication. En automne, Paul Schneeberger, responsable de la politique des transports à l'UVS, a pris un nouveau poste. ♦



Le président Kurt Fluri fait ses adieux à Renate Amstutz, directrice de longue date.

(Photo: Patric Fahrni, Thoune)



# Organes

## Comité

<b>Kurt Fluri</b>	Ancien maire de Soleure, conseiller national, président
<b>Sami Kanaan</b>	Conseiller administratif de Genève, vice-président
<b>Corine Mauch</b>	Maire de Zurich, vice-présidente

<b>Barbara Horlacher</b>	Maire de Brugg
<b>Théo Huguenin-Elie</b>	Conseiller communal de La Chaux-de-Fonds
<b>Beat Jans</b>	Président du gouvernement de Bâle-Ville
<b>Grégoire Junod</b>	Syndic de Lausanne
<b>Michael Künzle</b>	Maire de Winterthur
<b>Philipp Kutter</b>	Maire de Wädenswil
<b>Raphael Lanz</b>	Maire de Thoune
<b>Christian Marti</b>	Maire de Glaris
<b>Urs Marti</b>	Maire de Coire
<b>Doris Meier-Kobler</b>	Maire de Bassersdorf
<b>Philippe Varone</b>	Président de Sion
<b>Alec von Graffenried</b>	Maire de Berne

## Direction

<b>Martin Flügel</b>	Directeur
<b>Dominic Blumenthal</b>	Responsable du Réseau Quartiers Vivants
<b>Franziska Ehrler</b>	Responsable des questions sociales
<b>Michael Felber</b>	Responsable de la politique financière et économique
<b>Christina Grab</b>	Cheffe de l'administration
<b>Marlene Iseli</b>	Responsable de la politique culturelle
<b>Janis Lüber</b>	Stagiaire
<b>Marc Moser</b>	Responsable de la communication
<b>Maja Münstermann</b>	Administration
<b>Barbara Santschi-Hutzli</b>	État-major de direction

## Organe de contrôle

<b>Blaser Treuhand AG</b>	Berne
---------------------------	-------

État au 31 décembre 2021

## 7 décembre 2021

Les entreprises de transport urbain sont dédommagées financièrement par la Confédération. Le Parlement se déclare favorable à une prolongation du soutien aux transports locaux pour l'année 2021. Les TP ont fortement souffert de la pandémie de coronavirus.





# Comptes annuels

BLASER  
TREUHAND  
BERN

BLASER TREUHAND AG  
SCHWARZENBURGST. 265  
CH-3008 KÖNIG BERN

Telefon 031 372 11 11  
Telefax 031 371 45 18  
tob@treuhandbern.ch  
www.treuhandbern.ch

**Schweizerischer Städteverband**  
Monbijoustrasse 8  
3001 Bern

König, 07. April 2022

## **Bericht der Revisionsstelle zur eingeschränkten Revision**

an die Delegiertenversammlung des Schweizerischen Städteverbandes, Bern.

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) des Schweizerischen Städteverbandes für das am 31. Dezember 2021 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der bei der geprüften Einheit vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und Statuten entspricht.

### **Blaser Treuhand AG**



**Roger Nietlispach**  
Dipl. Wirtschaftsprüfer  
Zugel. Revisionsexperte  
Leitender Revisor



**Urs Blaser**  
Dipl. Experte in  
Rechnungslegung  
und Controlling  
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischer  
Treuhanderverbandes  
TREUHAND | SUISSE

## Compte de résultat

	2021		2020	
	CHF	%	CHF	%
<b>Recettes</b>				
Cotisations des membres	2 163 404.80		2 155 581.00	
Contributions aux frais administratifs	198 966.20		174 266.20	
Projets et autres recettes	185 772.18		157 746.86	
<b>Total recettes</b>	<b>2 548 143.18</b>	<b>100</b>	<b>2 487 594.06</b>	<b>100</b>
<b>Charges</b>				
Comité / séances / commissions	100 299.43	-3,9	92 887.98	-3,7
Charges de biens et services	711 828.09	-27,9	708 835.40	-28,5
Charges de personnel	1 727 051.40	-67,8	1 614 947.92	-64,9
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>-2 539 178.92</b>	<b>-99,6</b>	<b>-2 416 671.30</b>	<b>-97,1</b>
<b>Bénéfice annuel</b>	<b>8 964.26</b>	<b>0,4</b>	<b>70 922.76</b>	<b>2,9</b>

## Bilan

	2021		2020	
	CHF	%	CHF	%
<b>ACTIFS</b>				
<b>Fonds de roulement</b>				
Liquidités	3 052 392.54		3 074 240.99	
Créances sur livraisons / prestations	13 630.00		10 592.90	
Autres créances à court terme	70 523.22		70 523.22	
Compte de régularisation actif	78 839.60		92 390.00	
	<b>3 215 385.36</b>	<b>98,0</b>	<b>3 247 747.11</b>	<b>98,0</b>
<b>Fortune de placement</b>				
Placements financiers	65 720.55		65 718.00	
Immobilisations corporelles	2.00		2.00	
	<b>65 722.55</b>	<b>2,0</b>	<b>65 720.00</b>	<b>2,0</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>3 281 107.91</b>	<b>100</b>	<b>3 313 467.11</b>	<b>100</b>
<b>PASSIFS</b>				
<b>Capitaux étrangers</b>				
Dettes sur livraisons / prestations	152 354.18		108 511.78	
Autres dettes à court terme	258 483.96		173 220.71	
Passifs transitoires	52 264.45		61 693.56	
<b>Total capitaux étrangers à court terme</b>	<b>463 102.59</b>		<b>343 426.05</b>	
Dépenses de matériel retenues	1 346 000.00		1 507 000.00	
<b>Total capitaux étrangers à long terme</b>	<b>1 346 000.00</b>		<b>1 507 000.00</b>	
	<b>1 809 102.59</b>	<b>55,1</b>	<b>1 850 426.05</b>	<b>55,8</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>1 472 005.32</b>	<b>44,9</b>	<b>1 463 041.06</b>	<b>44,2</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>3 281 107.91</b>	<b>100</b>	<b>3 313 467.11</b>	<b>100</b>





## **17 décembre 2021**

Les répercussions de la réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA) doivent enfin être examinés. Le Conseil national a transmis un postulat correspondant du membre de l'UVS Philipp Kutter.

# Membres

Aarau  
Adliswil  
Aesch BL  
Affoltern am Albis  
Aigle  
Altdorf  
Altstätten  
Amriswil  
Appenzell  
Arbon  
Arosa  
Baden  
Bâle  
Bassersdorf  
Bellinzona  
Berne  
Berthoud  
Bienne  
Binningen  
Birsfelden  
Brigue-Glis  
Brugg  
Buchs SG  
Bülach  
Bulle  
Bussigny  
Carouge  
Chiasso  
Coire  
Delémont  
Dietikon  
Dübendorf  
Frauenfeld  
Freienbach  
Fribourg  
Genève  
Gland  
Glaris  
Gossau SG  
Granges  
Herisau  
Horgen  
Illnau-Effretikon  
Interlaken  
Ittigen  
Kloten

Köniz  
Küsnacht ZH  
Kreuzlingen  
Kriens  
La Chaux-de-Fonds  
La Neuveville  
La Tour-de-Peilz  
Lancy  
Langenthal  
Lausanne  
Le Grand-Saconnex  
Le Locle  
Lenzburg  
Liestal  
Locarno  
Lucerne  
Lugano  
Lyss  
Martigny  
Meilen  
Meyrin  
Monthey  
Montreux  
Morat  
Morges  
Moutier  
Münchenstein  
Münsingen  
Muttenz  
Neuchâtel  
Nyon  
Olten  
Onex  
Opfikon  
Ostermundigen  
Payerne  
Plan-les-Ouates  
Porrentruy  
Prilly  
Pully  
Rapperswil-Jona  
Regensdorf  
Reinach BL  
Renens VD  
Rheinfelden  
Riehen

Romanshorn  
Rorschach  
Saint-Gall  
Sarnen  
Schaffhouse  
Schlieren  
Schwyz  
Sierre  
Sion  
Soleure  
Spiez  
St. Moritz  
Stäfa  
Steffisburg  
Thalwil  
Thoune  
Urdorf  
Uster  
Uzwil  
Vernier  
Versoix  
Vevey  
Villars-sur-Glâne  
Wädenswil  
Wallisellen  
Weinfelden  
Wettingen  
Wetzikon  
Wil SG  
Winterthur  
Wohlen AG  
Worb  
Yverdon-les-Bains  
Zofingue  
Zoug  
Zuchwil  
Zurich

Gemeindepräsidentenverband  
Kanton Zürich (sans droit de vote)



